



HAL
open science

Observatoire du développement et de la mondialisation

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'une entité de recherche. Observatoire du développement et de la mondialisation. 2009, Université Paris Descartes. hceres-02032229

HAL Id: hceres-02032229

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02032229v1>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Rapport d'évaluation

Unité de Recherche :

Observatoire du Développement et de la
Mondialisation (ODM)

de l'Université Paris Descartes



Juillet 2009



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Rapport d'évaluation

Unité de recherche :

Observatoire du Développement et de la
Mondialisation (ODM)

de l'Université Paris Descartes



Le Président
de l'AERES

Jean-François Dhainaut

Section des unités
de recherche

Le Directeur

Pierre Glorieux

Juillet 2009



Rapport d'évaluation

L'Unité de recherche :

Nom de l'unité : Observatoire du Développement et de la Mondialisation

Label demandé : Equipe d'accueil

N° si renouvellement :

Nom du directeur : M. Pascal CHAIGNEAU

Université ou école principale :

Université Paris Descartes

Autres établissements et organismes de rattachement :

Date(s) de la visite :

06 juillet 2009



Membres du comité d'évaluation)

Président :

M. Thomas LINDEMANN (Université d'Artois)

Experts :

M. Abdelwahab BIAD (Université de Rouen)

Expert(s) représentant des comités d'évaluation des personnels (CNU, CoNRS, CSS INSERM, représentant INRA, INRIA, IRD.....) :

M. Olivier NAY (CNU)

Observateurs)

Délégué scientifique de l'AERES :

M. Jacques de MAILLARD

Représentant de l'université ou école, établissement principal :

Mme Simone BATEMAN (Conseil Scientifique de l'Université Paris Descartes)



Rapport d'évaluation

1 • Présentation succincte de l'unité

- Effectif : 5 enseignants-chercheurs, 0 chercheur, 0 ingénieur, 24 doctorants, 0 technicien et 0 administratif ;
 - 5 HDR encadrant des thèses ;
 - 8 thèses soutenues ; 24 thèses en cours ; 2 thésards financés (contrats) ;
 - Aucun membre bénéficiant d'une PEDR ;
 - 3 publiants ;

2 • Déroulement de l'évaluation

La visite se déroule dans la salle du Conseil dans l'un des bâtiments de la faculté de droit de l'Université Paris Descartes à Malakoff. La visite commence à 14 heures précises avec deux représentants de l'Université (M. Ducruix, Vice-Président du Conseil d'Administration de l'Université et S. Bateman, représentante du Conseil scientifique de l'Université) et le directeur du CEPED, M. Charbit. La visite s'ouvre par un rapide tour de table avant que les représentants de l'Université expliquent l'intérêt de la constitution de l'équipe d'accueil. Selon les responsables, cette équipe s'inscrit pleinement dans la priorité donnée aux thématiques de la santé et du « développement » par l'Université. Après une présentation des enjeux principaux de l'équipe par son directeur, s'engage une réunion avec l'équipe de recherche qui réunit globalement tous les chercheurs de cette équipe. Le projet de recherche 2009-2013 est présenté à plusieurs voix. Puis les autres membres développent rapidement leurs parcours et intérêts de recherche. La discussion s'engage sur l'enracinement du projet dans la science politique, le projet de recherche, les terrains de recherche, le rapport de ODM avec CEPED et le soutien aux doctorants. Se tient ensuite une réunion avec les doctorants, suivie par une délibération des membres du jury. L'ensemble se termine vers environ 18 heures.

3 Analyse globale de l'unité, de son évolution et de son positionnement local, régional et européen

Cette petite équipe semble soutenue par son environnement local - les responsables de l'Université - et surtout par les membres de l'Institut pour le développement et la solidarité internationale de l'Université Paris Descartes avec lequel se sont déjà engagées des collaborations scientifiques, des publications et aussi des journées d'étude.

L'équipe s'est constituée autour de la thématique « démocratie et développement » en s'appuyant sur des collaborations ponctuelles avec les institutions de la défense (par exemple le CEREM, la Revue Défense Nationale) et des acteurs politiques (l'ODM a organisé sous le patronage de Bernard Kouchner, de Rama Yade et Axel Khan en décembre 2008 un colloque sur « La déclaration universelle des droits de l'homme dans le nouveau contexte international »). En revanche, l'inscription académique des activités menées est peu lisible, à part des collaborations partielles avec quelques chercheurs. L'approche théorique, méthodologique et l'apport à la science politique (mais aussi aux autres disciplines voisines) ne semblent pas toujours spécifiés et méritent une clarification. La formation « doctorale » ne dispense pas un enseignement méthodologique initiant les étudiants aux techniques de la recherche.



Durant la période de 2004-2009, aucun chercheur n'a publié dans des revues référencées par l'AERES à l'exception d'un doctorant. Il est vrai que l'équipe est assez peu nombreuse - uniquement trois enseignants-chercheurs permanents sont de la section 04 - et que certains aspects du projet présenté comme le travail critique sur les indicateurs du développement et de la démocratie pourraient être susceptibles d'engager un débat avec les politistes internationalistes travaillant sur la diffusion, la réception et la mise en oeuvre des normes internationales. Dans l'ensemble, on peut aussi constater une forte implication « organisationnelle » des membres de l'équipe. De plus, la présentation a démontré un certain engagement, notamment du présentateur. Toutefois, les bases académiques de l'équipe sont encore incertaines. L'essentiel des publications est à caractère extra-scientifique et proche du « policy-advising », ce qui pose un problème de positionnement universitaire des membres de l'équipe. Même avec des critères relativement généraux, seuls trois enseignants-chercheurs peuvent être considérés comme « publiants » au sens académique du terme.

Un autre problème pourrait être le renouvellement des générations car deux des membres de l'équipe sont assez proches de la retraite. Cependant, le directeur a assuré l'appui de l'institution universitaire pour le renouvellement des postes.

Quant à l'enracinement international de l'équipe, des partenariats ponctuels avec des acteurs comme le Bureau des Nations Unies pour l'Europe, l'UNESCO ou la BIRD sont envisagés mais il ne s'est engagé aucun dialogue avec les courants théoriques de l'étude des Relations internationales.

Surtout, il est surprenant que ce projet soit développé de manière indépendante, alors que l'Institut pour le développement de la solidarité internationale de l'Université de Paris Descartes (CEPED) travaille sur les problématiques touchant le développement et la mondialisation. En outre, la taille de la nouvelle équipe peut être un sérieux obstacle à la visibilité de l'observatoire, tant au sein de l'université Paris Descartes qu'à l'échelle nationale et internationale. A une époque où une réflexion s'est engagée sur la taille critique des laboratoires de recherche, nécessaire pour assurer un rayonnement de la recherche en SHS, le projet de l'ODM pourra difficilement permettre une reconnaissance institutionnelle large au sein des disciplines représentées : la science politique, l'économie et le droit public. La juxtaposition de deux unités de taille inégale semble décalée par rapport aux exigences de mutualisation des moyens et des compétences qu'exige le développement des SHS à l'université. Le CEPED étant une UMR, il offre un cadre adapté au rapprochement de la science politique de Paris Descartes et de la politique scientifique du CNRS (section 40). Il conviendrait de s'interroger sur l'opportunité de transformer l'ODM en équipe du CEPED, d'autant plus qu'aucun moyen administratif n'est affecté pour le moment à la vie de l'ODM.

4 • Analyse équipe par équipe et par projet

Axes de recherches :

- Les obstacles politiques à l'élaboration des stratégies du développement, dans les sociétés du Moyen-Orient :

Cet axe profite des compétences linguistiques et des expériences personnelles des membres de l'équipe mais aucun travail de terrain systématique n'est envisagé (il faut bien sûr prendre en compte la taille modeste de l'équipe).

- L'impact des politiques étrangères américaines et européennes sur le processus de démocratisation et les stratégies du développement au Moyen-Orient et en Afrique francophone :

L'agenda apparaît stimulant mais irréalisable pour une équipe de cette taille.

- L'impact des crises politiques sur l'irruption du double processus démocratisation-développement dans des espaces géographiques à déterminer :

Cet axe est encore en processus d'élaboration.

En somme, malgré le petit nombre de membres titulaires, la présentation des axes donne le sentiment d'un éparpillement des recherches et d'une faible cohérence d'ensemble. Si les objets d'études ont été présentés avec une certaine clarté, le comité d'experts a du mal à identifier les priorités scientifiques du laboratoire.

Les colloques envisagés ne sont pas forcément susceptibles d'apporter des réponses aux thématiques de recherche car les interventions sont avant tout synthétiques et rebelles à tout travail de « vérification » analytique.



5 • Analyse de la vie de l'unité

- En termes de management :

Capacité à gérer et obtenir des partenariats ; absence de véritable séminaire de recherche.

- En termes de ressources humaines :

Le renouvellement de l'équipe doit être assuré.

- En termes de communication :

Pas encore de site web mais indéniable maîtrise de la communication en termes de « visibilité » (voir les colloques).

6 • Conclusions

– Points forts :

- Capacité organisationnelle et bon contact avec les praticiens de la défense et des relations internationales.
- Satisfaction des doctorants qui semblent être régulièrement en contact avec leur directeur de thèse.
- Thématique intéressante et stimulante notamment concernant le travail sur les normes du développement et de la démocratie.

– Points à améliorer :

- Publications dans les revues les plus légitimes à renforcer - le niveau général des publications scientifiques est très faible. Cette situation est assez problématique pour une équipe qui entend construire une nouvelle unité de recherche. C'est le point le plus faible du projet.
- Faible intégration dans la science politique ; Les liens et partenariats avec les instances centrales de la discipline sont très limités (notamment avec l'AFSP et ses groupes de recherche), ce qui donne l'impression d'une faible insertion dans les réseaux scientifiques.
- Absence d'un véritable séminaire de recherche, éparpillement de la recherche.
- La taille de la nouvelle équipe peut être un sérieux obstacle à la visibilité du laboratoire.
- Faiblesse des moyens financiers (absence de contrats de recherche permettant le financement de recherches empiriques).

– Recommandations :

- Expliciter le caractère « politiste » du projet scientifique et envisager un programme de recherche plus adapté à une équipe de taille modeste.
- Investissement dans les méthodologies et travaux académiques de la discipline (notamment anglo-saxons pour les relations internationales).
- Se rapprocher du pôle de l'ODM avec le CEPED : ce dernier offre un cadre adapté au rapprochement de la science politique de Paris Descartes et de la politique scientifique du CNRS (section 40). L'option d'une intégration de l'ODM comme équipe du CEPED, plutôt que comme entité distincte, mériterait d'être sérieusement envisagée.



Note de l'unité	Qualité scientifique et production	Rayonnement et attractivité, intégration dans l'environnement	Stratégie, gouvernance et vie du laboratoire	Appréciation du projet
C	C	C	B	B

Le Président
Axel KAHN

Paris, le 2 octobre 2009

DRED 09/n° 308

Monsieur Pierre GLORIEUX
Directeur de la section des unités de l'AERES
20 rue Vivienne
75002 PARIS

Monsieur le Directeur,

Je vous remercie pour l'envoi du rapport du comité de visite concernant l'équipe d'accueil « Observatoire de Développement et de la Mondialisation (ODM) » rattachée à mon établissement.

L'Université prend acte des nombreuses critiques soulevées par le comité de visite. En cas de reconnaissance, l'Université veillera à ce que les recommandations faites soient suivies d'effet.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, à l'expression de ma meilleure considération.

Le Président de l'Université



Axel Kahn

OBSERVATOIRE
Du
DEVELOPPEMENT
Et de la
MONDIALISATION

Vendredi, 25 septembre 2009

Eléments de réponse au rapport d'évaluation de l'Observatoire du Développement et de la Mondialisation, établi par le Comité d'Evaluation de l'Agence d'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur,

Dans son rapport consécutif à la visite du 6 juillet 2009, Le comité d'évaluation de l'AERES, ayant pris connaissance des perspectives et préoccupations de l'Observatoire du Développement et de la Mondialisation, a pris acte des points forts de ce dernier, attiré l'attention sur ses faiblesses et formulé des recommandations que les enseignants chercheurs rattachés s'efforcent dès à présent de mettre en œuvre, tant elles font écho à leurs préoccupations.

Il nous a été recommandé de recentrer les projets de recherche, de les proportionner à la taille de l'équipe d'accueil, et c'est ce à quoi nous avons œuvré, lors d'entretiens entre les enseignants chercheurs qui la constituent, en préparation à la journée scientifique du 15 septembre 2009, organisée par l'Institut pour le Développement et les Solidarités Internationales (IDSI), de l'Université Paris Descartes, dont l'ODM est la composante « politologique ». L'ODM a commencé à exister en mettant en place trois manifestations scientifiques majeures :

- un colloque, où la mise en œuvre par les politiques (nationales/internationales) des principes de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme est confrontée à la double problématique du particularisme culturel des pays du Sud et des exigences du développement,
- une table ronde où est étudiée l'influence des politiques éducatives sur le développement et la transition politique (notamment, avec la problématique du renouvellement des élites)
- une table ronde portant sur les obstacles politiques et institutionnels au développement, avec, en toile de fond, la question des typologies de régimes politiques favorables ou obstacles au développement et la révision des critères de classification.

Le recentrage a déjà commencé à s'opérer, lors de la journée scientifique du 15 septembre 2009, organisée par l'IDSI, dont l'ODM est membre aux côtés du CEPED, où une initiative centrale a été retenue et ouverte à l'apport des autres E.A. et UMR de l'Institut : celle de l'exploitation de nouvelles définitions des critères (et indicateurs) du développement en termes de droits humains, corrélativement à une révision des concepts fondamentaux et typologies de régimes politiques et de modes de développement.

Conscients de la modeste taille de l'Equipe d'Accueil, un appel à collaboration en direction des autres équipes a rencontré des échos favorables. Nous avons entrepris de préciser les modalités d'une coopération inter-équipes pour la réalisation du dit projet. C'est en ce sens que nous prenons acte de la seconde recommandation.

Une troisième recommandation a été sérieusement étudiée, quelques mois avant la visite du Comité d'Evaluation : il s'agissait de savoir si l'ODM devait intégrer le CEPED ou s'y associer. D'un commun accord, entre les directeurs des deux équipes, la conclusion était qu'une ODM indépendante serait d'un apport significatif pour le CEPED, dans la mesure où :

- Elle serait en mesure de mieux s'enraciner au sein de la Faculté de droit, d'appuyer les Masters en rapport avec le développement et les échanges internationaux.
- Elle serait génératrice de nouveaux partenariats, notamment, du fait des engagements déjà exposés de ses enseignants chercheurs, qui attendent l'officialisation de l'existence de l'équipe, afin de se traduire en coopération institutionnalisée.
- Son intégration à une autre structure la réduirait à un pôle thématique aux prétentions plus réduites.
- Le scénario alternatif à l'existence de l'ODM n'est autre que la dissolution pure et simple : le projet commun est le double produit d'une collaboration dense entre des membres aux rattachements disciplinaires complémentaires au sein de la Faculté de Droit et de sérieux compromis. La conséquence serait, tout simplement la disparition de la dimension « science politique », au sein de l'IDSI, chaque enseignant chercheur étant désormais libre du choix de sa nouvelle équipe d'accueil.

La démarche actuelle commune de l'ODM et du CEPED consiste à permettre au premier de bénéficier des facilités et des appuis du second, tout en conservant son indépendance institutionnelle. Cette collaboration entre deux entités distinctes, mais complémentaires, rendrait plus visible celle entre la Faculté de Droit et la Faculté des Sciences Humaines et Sociales, dans le domaine du développement.

Enfin, l'ODM prend très au sérieux l'exigence d'explicitier la dimension politiste, notamment, à travers les partenariats extérieurs. L'ODM est membre de l'Institut pour le Développement et les solidarités Internationales en tant qu'elle est sa seule composante « politiste ». Or, ce dernier affiche un projet de partenariat avec l'IEP de Paris dont l'ODM, en tant que composante « politologique », est pressenti être le maillon intermédiaire. En écho avec le rapport du Comité d'évaluation, les enseignants chercheurs, informés de cette recommandation, s'emploieront de manière prioritaire à se rapprocher de l'Association Française de Science Politique et à renforcer le dialogue au sein de la discipline. Les partenariats déjà instaurés l'ont été sur des bases thématiques et ne sont que le point de départ d'une activité commençante. Toutefois, l'équipe d'accueil, en dépit de sa prétention interdisciplinaire, se perçoit comme étant fortement ancrée dans l'étude de la dimension « politique » des processus du développement, car il ne s'agit pas, pour elle d'étudier le développement sous tous ses aspects, mais sous le prisme des politiques qui l'élaborent, le favorisent ou l'inhibent.

Toutefois, une nuance essentielle permet de mieux comprendre les limites de l'activité et de la dynamique de l'ODM : il s'agit d'une équipe d'accueil « en formation », si l'on transpose ce vocable emprunté au droit des sociétés. En ce sens, elle n'existe que depuis une année, au moment de son évaluation, et n'est dotée ni d'une existence juridique ni de finances propres. C'est envers et malgré ces contraintes fortes et avec un financement public nul que l'ODM a organisé un colloque et deux tables rondes, mis en œuvre deux publications (l'une en cours de publication, l'autre en cours de rédaction), obtenu la création d'une collection aux Editions L'Harmattan ; mobilisant des partenaires à l'intérieur et à l'extérieur de l'Université Paris Descartes, et un public académique de divers horizons. En un mot, si les enseignants chercheurs de l'ODM s'étaient conformés à une stricte rationalité bureaucratique, aucune de ces manifestations scientifiques n'aurait dû exister autrement que sur le document-programme. Or, l'ODM a fait le pari inverse d'agir en dépit d'une carence de moyens.

En ce qui concerne la scientificité du travail effectué par les membres de l'équipe et sans contester le critère formel de la publimétrie critériée, les enseignants chercheurs qui la composent souhaitent avoir l'opportunité de relever quelques éléments pouvant mettre en évidence la dimension scientifique du travail élaboré, car si la publication dans les revues de science politique

répertoriées par l'AERES (et qui sont de l'ordre de moins d'une vingtaine sur plus de 2500 au total), est une garantie de scientificité, la proposition inverse nous pose problème : notre opinion toute modeste et relative est qu'une publication extérieure à cette liste n'est pas nécessairement extrascientifique. Néanmoins, le renforcement du dialogue avec les instances de la discipline aura pour conséquence première un tropisme plus visible des enseignants chercheurs de l'ODM en direction des revues répertoriées, en vue d'y soumettre leur contribution.

Si la présence des textes de type « policy advising » n'est pas exclue, ceux-ci ne représentent pas l'essentiel du travail des enseignants chercheurs et les préoccupations scientifiques sont au cœur de l'activité de l'ODM, car de nombreux textes sont centrés sur la tâche de révision et d'élaboration conceptuelles. S'il n'est pas encore envisagé, dans le court terme, une approche empirique, c'est parce que l'objectif d'étape de la première phase est la révision des concepts et des méthodes. Un exemple : une grande partie de la littérature « anglo-saxonne » concernant les rapports de causalité entre démocratie et développement se fonde sur des définitions opérationnelles simplifiées des deux concepts, et semblent ne pas pouvoir se départir des implicites philosophiques/idéologiques. Or, une révision en profondeur de ces concepts, mais aussi, de l'élaboration même des corrélations et des rapports de causalité, notamment à travers une révision des critères du développement, permettrait une remise en cause des hypothèses déjà élaborées. Toutefois, il s'agit d'un travail en amont sur les bases méthodologiques, et telle est la finalité du projet de relecture des indicateurs.

En ce qui concerne la formation des doctorants, il est vrai que le dispositif de l'ODM n'en est qu'à sa première phase, compte tenu des différents obstacles à surmonter pour une équipe « en formation ». Cela s'est réalisé en coordination avec une école doctorale déjà très dynamique et au sein de laquelle l'ODM assure une participation active. Les séminaires mis en place dès avril 2009, et avec une périodicité bimestrielle, sont programmés sous la forme de tables rondes, avec l'intervention constante de partenaires académiques (ex : l'Observatoire Européen des Politiques Universitaires, Université Paris IV Sorbonne, le 8/4/2009). Ceux déjà mis en place ont apporté des lectures différentes de la problématique du développement à partir d'une révision critique des concepts, problématiques et hypothèses au sujet des politiques de développement (droits humains, reproduction de l'élite, typologie des régimes politiques, etc..). Ils ont suscité débats et révisions parmi les participants et n'ont pas uniquement servi de tribune aux intervenants.

De plus, nous constatons l'existence d'un potentiel de croissance et d'élargissement du fait de nouvelles adhésions d'universitaires extérieurs à l'Université Paris Descartes (pour l'instant M. Boumediene, maître de conférences à l'Université de Toulouse), de l'amélioration du travail des doctorants, de l'originalité des recherches nouvelles proposées.

Enfin, le renouvellement et l'élargissement de l'équipe constitue l'une des priorités du décanat de la Faculté de Droit de l'Université Paris Descartes.

Le Directeur



Pascal CHAIGNEAU
Professeur à l'Université Paris Descartes